

*Le Maire de Digne les Bains,*

*Affaires juridiques et générales*

N° : 24.1164

**Objet : Autorisation d'un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une manifestation publique en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique**

Sas KIPPIS  
Le 1<sup>er</sup> décembre 2024

**VU** le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1 et L.3334-2 et L.3335-4 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2214-4, L.2122-28 et L.2542-8 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2011-1160 du 22 juin 2011 portant police générale des débits de boissons dans le département des Alpes-de-Haute-Provence ;

**VU** la demande présentée par Mme Virginie BLIN, présidente de la Sas Kippis, en date du 25 novembre 2024 ;

**ARRETE :**

**Article 1 :** La Sas Kippis, sise 160 impasse du Tilleul – Les Longs 05300 UPAIX, représentée par Mme Virginie BLIN, présidente, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le dimanche 1<sup>er</sup> décembre 2024 à l'occasion de la Fête de l'âne gris organisée par la FDSEA sur la place Général de Gaulle.

**Article 2 :** Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé, à savoir une fermeture au plus tard à **1 heures du matin et le respect des zones protégées.**

**Article 3 :** À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er, **le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir**, sous quelque forme que ce soit, **que des boissons des groupes un et trois** définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

**Article 4 :** Il est rappelé que **le bénéficiaire de la présente autorisation est pleinement responsable de la mise en œuvre des mesures de lutte contre l'ivresse publique et la protection des mineurs**, conformément aux articles 14 et 15 de l'arrêté préfectoral susvisé. Ainsi, le bénéficiaire doit apposer à proximité du comptoir les affiches réglementaires en vigueur de manière à ce qu'elles soient visibles par la clientèle. De même, la vente ou l'offre de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. La personne qui délivre la boisson peut exiger du client qu'il établisse la preuve de sa majorité.

**Article 5 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'une action contentieuse dans les deux mois suivant sa date de publication ou de notification par :

- recours gracieux auprès de Mme le Maire de la commune de Digne-les-Bains ;
- recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca – 13235 MARSEILLE cédex 2.

En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de 2 mois est ouvert pour introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca – 13235 MARSEILLE cédex 2.

Ce dernier peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « *Télérecours citoyen* » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6 :** Madame le maire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la Ville, notifié à l'exploitant demandant l'autorisation et adressé en copie aux services de police concernés.

Fait à Digne-les-Bains, le **28 NOV. 2024**  
Pour le Maire de Digne-les-Bains,  
L'adjoint délégué,



Francis KUHN